

Les enjeux du 37ème congrès de la FTM-CGT

INTERNATIONALISME :

Nos affiliations internationales et leurs conséquences directes sur notre syndicalisme

Plus que jamais le monde est coupé en deux: d'un côté, une archi-minorité dont la fortune est toujours plus considérable, de l'autre, la grande majorité de la planète toujours plus appauvrie et dominée. Plus que jamais mondialisation est synonyme d'approfondissement de la domination d'une classe écrasant les peuples du monde entier.

L'intervention de la CGT sur les questions internationales est nécessaire pour notre activité en France mais aussi pour s'attaquer aux fondements de l'exploitation capitaliste à

l'échelle mondiale : la division capitaliste internationale du travail avec la surexploitation des peuples des pays dominés, le pillage et l'épuisement des richesses du globe qui vont de pair avec l'exploitation des travailleurs des métropoles impérialistes. Les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, ne sont pas en crise mais victimes de leur dépendance d'un système qui plonge les populations dans la misère, la famine et les guerres.

Une autre organisation de la production et de la répartition des richesses, une autre société, sont nécessaires.

* * *
* * *

LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Les orientations véhiculées "officiellement" par la CGT sont basées sur une interprétation tout à fait différente. Elles ne visent nullement l'élimination de l'économie capitaliste, nécessaire pour que les travailleurs puissent s'affranchir de leur situation d'exploités. Bien au contraire, l'attitude qui prévaut consiste à entériner la propagande mensongère selon laquelle le capitalisme se serait installé définitivement et de façon irréversible. A partir de là, l'action syndicale ne pourrait se donner comme objectif que de formuler des souhaits, des recommandations, en direction des gouvernements en les priant de bien vouloir en tenir compte.

La CGT a adhéré en novembre 2002 au TUAC ("Trade Union Advisory Committee"),

qui est une organisation syndicale internationale dotée d'un statut consultatif auprès de l'OCDE. Au travers de cette instance, la CGT, de chœur avec les confédérations syndicales internationales, pond des déclarations vaines: *"Il incombe aux gouvernements des pays du G8 et de l'OCDE de donner l'impulsion politique nécessaire pour respecter trois priorités essentielles: la promotion de l'emploi [...] le développement durable [...] la réduction des écarts entre pays en développement et pays en transitions, et le monde industrialisé."* (Le Peuple, n° 1577, 28/5/2003.) En suivant ce penchant aux vœux pieux, nous allons bientôt adresser un message au gouvernement Raffarin en lui signifiant qu'"il incombe au gouvernement français de donner l'impulsion politi-

que nécessaire pour faire le bonheur des travailleurs"...

Le développement économique de la planète ne peut répondre aux besoins de l'humanité tant que dominant les lois de fonctionnement de l'économie capitaliste, autant en ce qui concerne les rapports entre employeurs et travailleurs que les relations de concurrence et de domination impérialiste au plan mondial. L'ONU, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC sont des agents essentiels de la politique capitaliste, impérialiste. Il ne saurait être question de les réformer. Il faut les supprimer.

Or ce n'est pas ce qu'envisage la CGT telle qu'elle s'exprime par la voix d'un certain nombre de dirigeants. *"Les marchés mondiaux et notamment les marchés financiers doivent être encadrés au niveau international par des règles et des institutions [...]. Les gouvernements doivent s'engager clairement à faire en sorte que les institutions qui sont à la base du multilatéralisme œuvrent en faveur des travailleurs et de leurs familles."* (Le Peuple, n° 1577, 28/5/2003.) Voilà que le serviteur fait des appels de pied au maître pour qu'il soit magnanime...

Il est vrai que les positions exprimées restent cohérentes jusqu'au bout. Puisque de toute évidence on ne peut pas demander à la classe capitaliste de se saborder, que préconise-t-on?: *"un plan mondial de relance destiné à augmenter le pouvoir d'achat des plus bas revenus [...]"* (Le Peuple, n° 1577,

28/5/2003) - c'est-à-dire la stimulation de l'économie capitaliste!

L'augmentation des inégalités reste foudroyante. Prenons à titre d'exemple l'écart entre les revenus moyens des 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches et des 20 % vivant dans les pays les plus pauvres. Selon certaines estimations, il est passé de 30 contre 1 en 1960 à 74 contre 1 en 1995. En 1998, la fortune totale des 200 personnes les plus riches du monde excédait le produit intérieur brut cumulé d'un groupe de pays les plus pauvres rassemblant 41 % de la population mondiale.

Qu'espère-t-on d'un "plan de relance"? Quelques bureaucrates et experts, dans les statistiques dont l'élaboration fait leur gagne-pain et leur fierté, pourront peut-être signaler un frémissement dans l'évolution des pourcentages "en faveur" des pauvres. Or le problème de fond restera entier. En effet, même en supposant qu'une amélioration passagère de la "conjoncture" atténue ici ou là les signes extérieures de pauvreté, cela ne changera rien au fait que la grande masse des travailleurs dans le monde ne vit pas mais survit misérablement pour subir l'exploitation au profit des capitalistes.

La croissance économique dans le cadre du système capitaliste est basée fondamentalement sur l'exploitation des ouvriers, la misère des travailleurs, des chômeurs. Aucune "croissance durable et saine" n'est possible dans ces conditions.

L'EUROPE

Notre adhésion à la FEM (Fédération européenne de la métallurgie) et à la FIOM (Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie) consacre l'intégration de la FTM-CGT au syndicalisme international tel qu'il est, c'est-à-dire un syndicalisme qui reconnaît la nécessité du marché et de la division internationale du travail. Dans le programme de la FEM, on trouve avant tout l'une des idées essentielles

qui fondent la collaboration de classe, celle qui vise à inculquer aux travailleurs le mensonge selon lequel leur salut réside dans la prospérité du capital, que l'amélioration de leur situation est tributaire de la "bonne santé" des entreprises et plus généralement d'une conjoncture économique favorable. Dans un "Rapport sur la gestion des restructurations", la FEM écrit: *"Les entreprises compétitives sont les seules capables de créer et de garantir des emplois*

stables, hautement valorisants et bien rémunérés [...]. Par conséquent, les entreprises et leurs effectifs ont un intérêt commun à gérer efficacement l'adaptation au changement survenu à la suite d'une restructuration."

S'intégrer dans le processus de mise en œuvre de l'Union européenne (comme le fait la CGT en disant "oui" à la constitution européenne), laquelle incarne le capital, c'est accepter des contraintes s'ajoutant à celles que nous subissons déjà de la part de l'appareil d'Etat national, défenseur lui aussi des intérêts de la bourgeoisie, française et internationale. Nous devons autant que possible bloquer les "normes" que tente et tentera de nous imposer la commission européenne, car elles ne correspondent en rien aux besoins des travailleurs. Là où la classe ouvrière attendra que ses "droits" soient décrétés par en haut, elle sera toujours en situation de perdant. Par contre, si elle lutte pour ses revendications matérielles dans la perspective de l'abolition du capitalisme, elle imposera par là même à ses gouvernements respectifs l'acceptation dans la pratique, de l'amélioration de sa situation. Et ce sera la meilleure base pour une solidarité internationale.

Les Comités de Groupes Européens peuvent fournir potentiellement un cadre d'action important à notre activité internationale. Mais ces structures, à quelques exceptions près, sont des vitrines de pseudo-"concertation" et "information sociale". Plus généralement, la FEM ne nous fournit pas des outils de lutte valables. Pendant des mois, dans plusieurs pays européens des millions de salariés ont lutté pour

défendre leur système de retraites sans que la FEM n'ait pris la moindre initiative pour rassembler ces combats.

Le fonctionnement de ces organisations et leurs relations avec les institutions européennes ou mondiales sont très opaques. La participation de nombreux camarades aux structures et commissions réduit leur présence au sein de leurs entreprises. De façon similaire, la nomination des Coordinateurs FEM pose des problèmes de respect de la démocratie syndicale. Et la faiblesse de nos réponses ne nous permet pas d'intervenir et de peser de notre poids réel dans des manifestations telles que les Forums Sociaux européens et mondiaux.

La direction fédérale se veut pragmatique: *"Si nous étions dans la FEM avec ce clivage dans l'état d'esprit qu'il y a "ceux qui sont de classe et les autres", nous ne ferions pas bouger ce qui commence à créer une dynamique [...]"* (Daniel Sanchez, *Le Guide du Militant de la Métallurgie*, n° 293, décembre 2002.) Or, détenir, comme le fait la CGT au sein de la CES (Confédération européenne des syndicats), un poste de secrétaire (depuis le dernier congrès), implique bel et bien assumer les orientations de la CES et de la FEM en tant que telles. Le reste n'est que verbiage tentant de justifier l'injustifiable.

Face à ces constats, notre objectif à nous reste bien de construire les outils syndicaux (coordinations, lieux de débats et de confrontations d'expériences) dans lesquels nous pourrions défendre nos conceptions du syndicalisme de classe, de masse, indépendant.

* * *
* * *

D'une manière ou d'une autre on est ramené à des enjeux centraux qui se posent au niveau confédéral, de la CGT. **Au dernier congrès de la CES tenu en mai 2003, son secrétaire général sortant, Emilio Gabaglio, constatait: "La négociation est notre métier."** (Cf. *La Nouvelle Vie ouvrière*, 6/6/2003.) **En cela, l'orientation "officielle"**

de la CGT est en parfaite harmonie avec la CES, en faisant la promotion du "syndicalisme de négociation" institutionnalisé. Bernard Thibault affirme que *"le mode de relation entre les syndicats et le patronat a besoin d'être totalement repensé"* (*La Nouvelle Vie ouvrière*, 11/1/2002). Il faudrait que les salariés fassent valoir de façon institutionnalisée

leurs "intérêts" et "visées" particuliers, en compétition avec les employeurs et les actionnaires, qui font de même, de leur point de vue, tous étant placés soi-disant sur un pied d'égalité.

Non, depuis la naissance du capitalisme, et tant que celui-ci subsistera comme système social dominant, aucun "mode de relation entre les syndicats et le patronat" n'a pu ni ne peut assurer la défense des travailleurs. Bien entendu, la classe ouvrière, les travailleurs, pour

autant qu'ils mènent des luttes de façon conséquente, en faisant jouer la force que leur confère la solidarité de classe, peuvent obtenir des succès partiels dans la défense de leurs intérêts. **Or, soyons clairs: cette lutte de classe se déploie nécessairement en rupture totale avec un quelconque "système de relations sociales" lequel n'est jamais autre chose qu'une camisole de force par laquelle la classe capitaliste tente d'anesthésier et d'immobiliser les travailleurs.**

* * *
* *

IL FAUT STRUCTURER LA COOPERATION SYNDICALE INTERNATIONALE SUR LA BASE DES INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE!

La direction fédérale "officielle" s'efforce d'entraîner la fédération dans le sillage du réformisme en arguant que *"nous nous inscrivons pleinement dans les actions de la FEM avec pour souci permanent d'en faire un outil syndical européen efficace et réactif dont nous avons besoin"*. (Pascal Nonat à la réunion du CEF du 21/1/2004, cf. *Courrier fédéral*, n° 762.) Efficace et réactif au service d'une orientation qui va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière...

Ce qu'il faut entreprendre, c'est tout à fait autre chose: impulser la coopération structurée au niveau international entre syndicats qui se placent en opposition de classe vis-à-vis du capital et de la bourgeoisie. Des perspectives valables en ce sens existent assurément. Le réformisme prévaut certes au sein des instances bureaucratiques des différentes confédérations, notamment la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) dont fait partie la FIOM (Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie). Mais partout dans le monde, en particulier dans les pays dominés par l'impérialisme, existent des syndicats qui

persistent à défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Nombreux sont ceux qui ont gardé une image de la CGT comme une organisation sœur apte à catalyser et guider le mouvement syndical international sur la bonne voie.

Si nous remettons la fédération sur les rails de l'opposition résolue au capital, nous pourrions effectivement contribuer de façon substantielle en ce sens, en renouant des contacts avec des organisations syndicales qui elles-mêmes refusent de s'intégrer dans la collaboration de classe.

Notre volonté d'agir fermement dans le but de garder vivante la tradition du mouvement syndical international authentique, tel qu'il a pris son essor il y plus d'un siècle, ne relève nullement d'une nostalgie stérile pour le passé. Bien au contraire, la multiplication actuelle des mouvements sociaux ne peut que redonner une importance renouvelée au rôle primordiale qui incombe à la classe ouvrière dans la lutte contre le système capitaliste.

C'est un enjeu fondamental pour le mouvement syndical mondial.

24 mars 2004